

Cocou Jaurès AMEGNAGLO

*Ecole d'Agrobusiness et de Politiques Agricoles
Université Nationale d'Agriculture, Bénin,
Email : cocoujaures1@yahoo.fr*

Alexandre Yédjannavo ZOUNMENOU

*Faculté des Sciences Economiques et de Gestion,
Université d'Abomey-Calavi, Bénin
Email : zaleyxy007@gmail.com*

Analyse exploratoire de l'effet de l'émergence des services de compte de monnaie électronique (Mobile Money) sur l'inclusion financière au sud du Bénin

Résumé : L'objectif de cette étude est d'examiner les effets et déterminants de l'émergence des services de compte de monnaie électronique sur l'inclusion financière au Sud du Bénin. Pour atteindre cet objectif, des analyses statistiques et économétriques sur données primaires et secondaires ont été effectuées. Il ressort des analyses descriptives que les services de compte de monnaie électronique ont permis le relèvement du taux d'inclusion financière au sens large de 6,63 points au Bénin, alors que les analyses économétriques montrent que l'âge, le genre, le chiffre d'affaire et l'éducation sont les déterminants de l'utilisation des services de compte de monnaie électronique par les artisans au Sud du Bénin. Ces services contribuent à l'inclusion financière et pour rendre l'accès universel aux services financiers pour tous, les décideurs politiques peuvent s'appuyer sur le potentiel de ces services en concevant une législation flexible aux fournisseurs et utilisateurs de ces services.

Mots-clés : Compte de monnaie électronique (Mobile money) - Inclusion financière - Artisans – Sud du Bénin.

Exploratory analysis of the effect of the emergence of electronic money account services (Mobile Money) on financial inclusion in southern Benin

Abstract: The objective of this study is to examine the determinants and effects of the emergence of electronic money account services on financial inclusion in southern Benin. To achieve this objective statistical and econometric analyses on primary and secondary data have been run. Statistical analysis showed that electronic money account services have increased the rate of broader financial inclusion by 6.63 points while econometric regression show that age, gender, turnover and education are determinants of the use of electronic money account services by artisan in southern Benin. Therefore, these services accounts contribute to financial inclusion and to make financial services universal for all, policymakers need to use the potential of these services by designing flexible legislation for providers and users of these services.

Keywords: Electronic money account services (Mobile money) - Financial Inclusion - Artisans - Southern Benin.

J.E.L. Classification: G21 – G29 – O16 – O17.

Received for publication: 20200805.

Final revision accepted for publication: 20201216

1. Introduction

L’inclusion financière constitue un enjeu majeur du développement économique mondial. Son importance dans le processus de croissance et de réduction de la pauvreté a poussé les Nations Unies à lancer le programme « Accès financier universel d’ici 2020 ». Elle est l’un des indicateurs d’un système financier solide et constitue un moteur de croissance et de développement économiques inclusifs (Eilu et Auma, 2017). En effet, les secteurs financiers jouent un rôle important dans le processus de croissance économique dans la mesure où ils améliorent la productivité, encouragent l’innovation technologique et la croissance économique (McKinnon, 1973; Shaw, 1973; Schumpeter, 1982; Guérineau et Jacolin, 2014; Eilu et Auma, 2017). L’accès aux services financiers est considéré comme un facteur de progrès pour sept (07) des dix-sept (17) objectifs de développement durable (World Bank, 2015).

Malgré l’importance de l’inclusion financière, en 2017, la moitié de la population adulte mondiale, soit 1,7 milliards de personnes n’a pas toujours accès aux services financiers de base (Demirguc-Kunt *et al.*, 2018). Ces exclus du système financier se trouvent dans les pays en développement en général et en Afrique subsaharienne en particulier (BCEAO, 2018). Les secteurs financiers en Afrique figurent parmi les moins développés du monde malgré un développement de la capacité de ces secteurs au cours de la dernière décennie (Cali *et al.*, 2018; Stijns et Pelletier, 2018).

Selon BCEAO (2018) et Demirguc-Kunt *et al.* (2018), l’inclusion financière, au sens large, signifie la détention d’un compte individuel ou commun auprès des banques, des services postaux, des caisses nationales d’épargne, du Trésor et des institutions de microfinance et la détention de compte de monnaie électronique. Mekouar et Robert (2019) définissent l’inclusion financière, au sens le plus large, comme l’accès et l’utilisation (efficace) par les individus et les entreprises de services financiers formels, fournis à un prix raisonnable et de manière responsable. Au sens strict, l’inclusion financière est la détention d’un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d’épargne et le Trésor (BCEAO, 2018).

Le taux moyen d’inclusion financière en 2017, au sens large, dans les pays en développement est de 63% tandis qu’il est de 43% en Afrique subsaharienne (Demirguc-Kunt *et al.*, 2018). Selon les mêmes auteurs, l’inclusion financière, au sens strict, est de 33% en Afrique subsaharienne contre 61% au niveau des pays en développement. Demirguc-Kunt *et al.* (2018) révèlent qu’au Bénin, seulement 38% de la population disposent d’un compte financier en 2017 contre respectivement 16,6% et 10,4% en 2014 et 2011. Quelle que soit la définition considérée, les ménages, les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) de l’Afrique subsaharienne font face à d’énormes défis en matière d’accès aux services financiers (Benhamdane, Said et Stijns, 2018; Cali *et al.*, 2018).

Lorsque l’inclusion financière au sens strict est considérée, 31,9% en 2017, 15,9% en 2014 et 10,4% en 2011 des béninois possèdent un compte financier. Le Bénin accuse alors un retard en termes d’inclusion financière par rapport aux autres pays africains au Sud du Sahara. Mais le pays semble réduire son retard en termes d’inclusion financière année après année. Selon l’indice global d’inclusion financière de la Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO), le taux d’inclusion financière du Bénin est

passée de 0,172 (troisième pays le moins inclus de la zone UEMOA en 2007) à 0,556 (pays le plus inclus de la zone UEMOA en 2017) (BCEAO, 2018). Cela peut s'expliquer par l'essor des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) selon FMI (2016) et des comptes de monnaie électronique selon BCEAO (2016). L'offre de services de compte de monnaie électronique (désignation de la BCEAO (2018)) communément appelé *Mobile Money*) a contribué de manière significative au relèvement du taux global d'utilisation des services financiers (BCEAO, 2016).

Les opérateurs GSM ont misé sur la téléphonie mobile pour accroître le taux d'inclusion financière en Afrique. Le développement rapide de la téléphonie mobile en Afrique a convaincu les opérateurs GSM et les institutions bancaires de la nécessité d'utiliser ce moyen de communication afin de réduire l'exclusion financière en Afrique (Eilu et Auma, 2017; GSMA, 2018; Senou *et al.*, 2019). Depuis le succès spectaculaire de M-PESA¹ au Kenya dans les années 2007, les services de compte de monnaie électronique font partie des options de politique priorisées par les décideurs publics afin de combler le retard d'accès des populations aux services financiers (BCEAO, 2016).

La détention de compte de monnaie électronique auprès d'opérateurs de téléphonie mobile est passée de 2% en 2014 à 18% en 2017 au Bénin (Demirguc-Kunt *et al.*, 2018). Les opérations financières de compte de monnaie électronique ont progressé fortement au Bénin avec une évolution du nombre d'opérations qui est passé de 14,7 millions en 2015 à 38,4 millions en 2016 pour une valeur de 919,5 milliards de francs CFA contre 205,4 milliards de francs CFA en 2015 (BCEAO, 2016). Klein et Mayer (2011) postulent que les services de compte de monnaie électronique permettent aux exclus du système financier de disposer de compte électronique qui s'apparente au compte classique et concourent à un engrangement de la culture (éducation) financière.

Les services de compte de monnaie électronique, grâce aux réseaux denses de points mobiles, offrent une proximité et une grande autonomie à ses utilisateurs (Morawczynski, 2009). De plus, les coûts de ces services sont moindres comparés aux coûts des services des secteurs classiques (banques et SFD). Les tarifs des services de compte de monnaie électronique ont été estimés trois à cinq fois inférieurs à ceux pratiqués par les banques et les sociétés de transfert d'argent telles MoneyGram ou Western Union. McKay et Pickens (2010) ont trouvé que les services du *mobile banking* sont en moyenne 19% moins chers que les services alternatifs ; le coût est davantage plus faible pour les transferts de petits montants. Le service M-PESA au Kenya permet d'économiser un tiers des coûts habituels favorisant ainsi l'épargne aux clients pauvres (McKay et Pickens, 2010). De plus, Diniz *et al.* (2012) montrent que les services de compte de monnaie électronique ont permis d'améliorer non seulement l'accès aux services financiers, mais ont également renforcé la dotation en infrastructures et ont conduit à un développement économique et social. En fournissant un moyen de transfert d'argent moins cher, plus accessible, plus pratique et plus sûr, Paelo (2016) pense que

¹ M-PESA est un service de transfert d'argent via téléphonie mobile. Le service a été introduit sur le marché kényan par Safaricom, le plus grand fournisseur de télécommunication au Kenya, en 2007. Le nom M-PESA, est dérivé du mot swahili « *PESA* » qui signifie argent et « *M* » est une abréviation de mobile. Cinq ans après sa création, 19,5 millions de kenyan utilisaient le service d'argent mobile, ce qui représentait 83% de la population adulte du pays.

les comptes de monnaie électronique sont un accélérateur efficace de l'inclusion financière.

Face à tout ce qui précède, quel est l'effet de l'émergence des services de compte de monnaie électronique sur l'inclusion financière au Sud du Bénin ? Ainsi, cette étude vise à examiner l'effet de l'émergence des services de compte de monnaie électronique sur l'inclusion financière au Bénin d'une part et sur les activités économiques des artisans d'autre part, et enfin à estimer les déterminants de l'adoption des services de compte de monnaie électronique par les artisans au Sud du Bénin. Elle est motivée par la quasi-absence de travaux exploratoires sur la relation entre les services de compte de monnaie électronique et les activités économiques. De plus, le secteur artisanal est fortement informel et ses acteurs sont dans une large majorité exclus du secteur financier classique. Ce secteur permet de mesurer le pouvoir inclusif et économique des services de compte de monnaie électronique. Le reste du papier est divisée en trois sections. La section 2 décrit la méthodologie de recherche et la section 3 présente les résultats de l'étude. La dernière section présente la conclusion et les recommandations de politiques économiques.

2. Méthodologie et sources des données

Dans cette section, nous présentons le cadre de l'étude, les données de l'étude et la méthode d'analyse utilisée.

2.1. Cadre de l'étude

L'étude porte sur le Bénin, un pays membre de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Il est classé par la Banque Mondiale comme pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure) le 1^{er} juillet 2020 avec RNB/habitant de 1 250 USD (Banque Mondiale, 2020). L'économie béninoise est tournée principalement vers l'agriculture, les industries de transformation des produits issus de l'agriculture et vers le commerce avec deux produits d'exportation prépondérants que sont le coton et l'anacarde. Le secteur primaire représente 28,1% du PIB, le secteur secondaire 14,6% et le secteur tertiaire 48,8% du PIB (Banque Mondiale, 2020). Selon PNUD (2019), l'Indice de Développement Humain (IDH) du Bénin est de 0,52, ce qui reste faible et classe le Bénin, en 2019 comme en 2018, au 163^{ème} rang mondial sur 189 pays. Le climat des affaires reste perfectible même si le Bénin a gagné 4 places lors de l'enquête « Doing Business 2020 ». L'accélération de la croissance, constatée en 2018 (taux de croissance de + 5,7% en 2017 est passé à + 6,7% en 2018) s'est poursuivie en 2019 avec un PIB en hausse de 6,9% (Banque Mondiale, 2020). En 2020, le Bénin a toutefois été confronté à deux chocs exogènes, celui de la crise avec le Nigéria qui perdure et celui de la pandémie de COVID-19.

2.2. Les données de l'étude

Cette étude utilise à la fois des données primaires et des données secondaires. Les données secondaires proviennent de la base de données de *Global Findex* de la Banque Mondiale tandis que les données primaires sont issues de l'enquête réalisée auprès des artisans du sud du Bénin. En 2020, deux bases de données de la *Global Findex* sont disponibles. La base de données *Global Findex* a été lancée en 2011 par la Banque Mondiale dans le souci de promouvoir l'inclusion financière. Elle est la base de données

la plus complète au monde sur la manière dont les adultes épargnent, empruntent, effectuent des paiements et gèrent les risques. La base de données *Global Findex* couvre plus de 140 économies dans le monde. L'enquête initiale de 2011 a été suivie de deux enquêtes réalisées en 2014 et 2017. La base *Global Findex* contient des informations collectées à l'aide des enquêtes représentatives à l'échelle nationale auprès de plus de 150.000 personnes âgées de 15 ans et plus, dans plus de 140 pays. La base de 2017 contient des indicateurs actualisés sur l'accès aux services financiers formels et informels, et leur utilisation. L'analyse des données de la base *Global Findex* a permis d'examiner l'évolution et les facteurs favorisant l'inclusion financière ainsi que la contribution des différents secteurs financiers à l'inclusion financière au Bénin.

Pour examiner les effets et déterminants de l'émergence des services de compte de monnaie électronique, une enquête a été réalisée auprès des artisans du sud du Bénin. Le secteur artisanal au Bénin est un secteur à fort potentiel de ressources d'emplois. Il contribue en moyenne à 13% à la formation du PIB et à hauteur de 25% à la création d'emploi au Bénin et les entreprises ou unités artisanales représentent 51,2% des entreprises au Bénin (INSAE, 2013). La première phase du recensement national initial des artisans a permis de dénombrer au total 240.834 artisans. Le secteur se présente comme l'un des secteurs qui utilise le plus les services financiers des opérateurs de téléphonie mobile.

L'échantillonnage a été fait en plusieurs étapes. Dans un premier temps, des courriers ont été envoyés aux associations d'artisans du sud du Bénin afin de recueillir les listes de leurs membres. Quatre associations communales d'artisans ont répondu favorablement à notre demande. Ainsi, les communes d'Abomey-Calavi (commune la plus peuplée du Bénin), de Porto-Novo (capitale du Bénin), de Ouidah (ville historique) et de Comè (commune commerciale) ont été retenues. L'artisanat dans chacune de ces quatre communes est très diversifié et organisé. Au Bénin, les communes sont subdivisées en arrondissements et les arrondissements en quartiers de villes ou villages. A la deuxième étape de notre échantillonnage, les arrondissements et les quartiers ont été sélectionnés de façon aléatoire. Deux à trois arrondissements et deux quartiers par arrondissement ont été sélectionnés. Les contacts avec les associations communales ont permis de disposer de listes d'associations d'artisans au niveau des quartiers de ville et villages. A partir de ces listes, entre 15 et 20 artisans par quartier de ville ou village ont été tirés de façon aléatoire. Le Tableau 1 résume la procédure d'échantillonnage.

Au total, 284 artisans ont été interviewés et se répartissent de la manière suivante : 100 artisans à Abomey-Calavi, 84 à Porto-Novo, 50 à Ouidah et 50 à Comé. Cette enquête s'est déroulée de septembre à octobre 2019 grâce à un questionnaire élaboré et pré-testé.

Tableau 1 : Procédure d'échantillonnage

Communes	Arrondissements	Quartiers de villes ou villages
Porto- Novo	1 ^{er} arrondissement	Houeyogbe, Accron Gogankome
	4 ^{ème} arrondissement	Dodji, Djegan kpevi
	5 ^{ème} arrondissement	Dowa, Gbodje
Abomey -Calavi	Abomey-Calavi	Tanpke, Zogbadje
	Godomey	Womey, Togoudo, Atrokpo Codji
Ouidah	Ouidah I	Sogbadji, Zomaï
	Ouidah II	Gbena Nord, Gbena Sud
	Ouidah III	Agbanou, Kpassé
Comé	Comè	Deux kilos, Kande, Hongodé
	Oumako	Sivame, Tove

Source : Auteurs.

2.3 Variables de l'étude et méthode d'analyse des données

Pour analyser l'effet de l'émergence des services de compte de monnaie électronique sur l'activité économique des artisans au sud du Bénin, nous nous sommes intéressés à certains indicateurs clés comme l'inclusion financière au sens large et au sens strict. Les indicateurs de l'inclusion financière utilisés dans cette étude ainsi que leur moyenne africaine proviennent des trois bases de données de la *Global Findex* de la Banque Mondiale.

Pour mieux appréhender les facteurs favorables à l'évolution de l'inclusion financière, nous avons construit des diagrammes de l'inclusion financière en fonction de certaines caractéristiques des individus.

Un modèle économétrique a été aussi utilisé pour analyser les déterminants de l'utilisation des services de compte de monnaie électronique (Mobile Money). Afin d'atteindre cet objectif, un modèle logit a été privilégié. La variable dichotomique observable suivante Y_i indiquant si un artisan utilise ou non les services de compte de monnaie électronique.

La probabilité d'utiliser les services de compte de monnaie électronique est estimée par la relation empirique suivante :

$$Y_i = \alpha_0 + \sum_{i=1}^m \beta_i X_i + \varepsilon_i$$

où X_i , représentent les caractéristiques sociodémographiques des artisans telles que l'âge, le sexe, le niveau de scolarisation, la taille du ménage, le nombre d'apprentis, la situation matrimoniale et le chiffre d'affaires.

3. Résultats et Discussions

Cette section présente et discute, dans un premier temps, l'évolution de l'inclusion financière, ensuite, l'effet de l'émergence des services de compte de monnaie électronique sur l'inclusion financière et sur les activités économiques des artisans et enfin les déterminant de l'adoption des services de compte de monnaie électronique par les artisans.

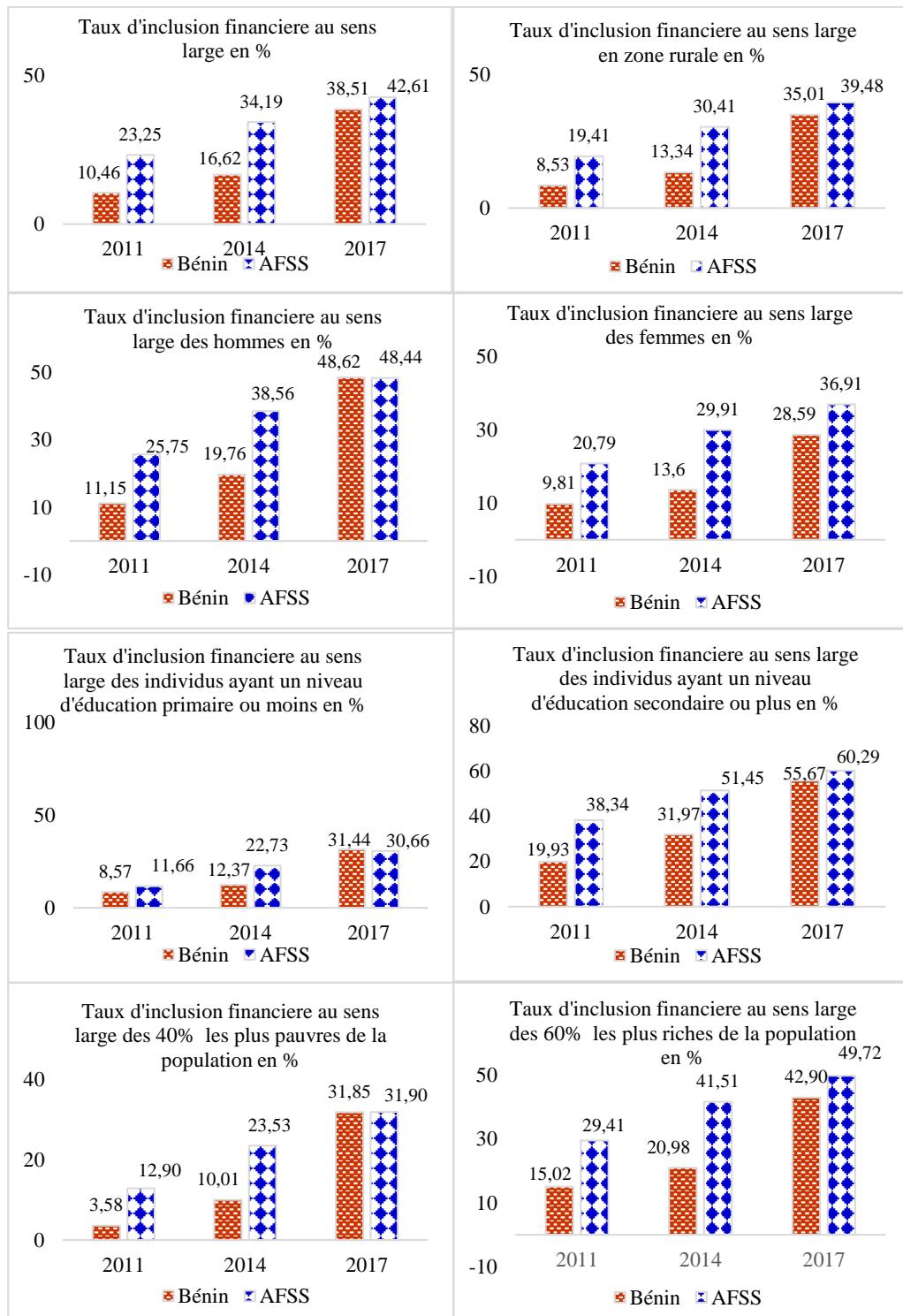
3.1. Evolution de l'inclusion financière au Bénin

L'évolution de l'inclusion au Bénin a été présentée au regard de deux indicateurs clés (inclusion financière au sens large et inclusion financière au sens strict) comme indiqué plus haut. La figure 1 montre l'évolution de l'inclusion financière d'une part et présente d'autre part l'inclusion financière selon certaines variables socio-économiques telles que le milieu de résidence, le niveau d'éducation, le sexe et le niveau de richesse

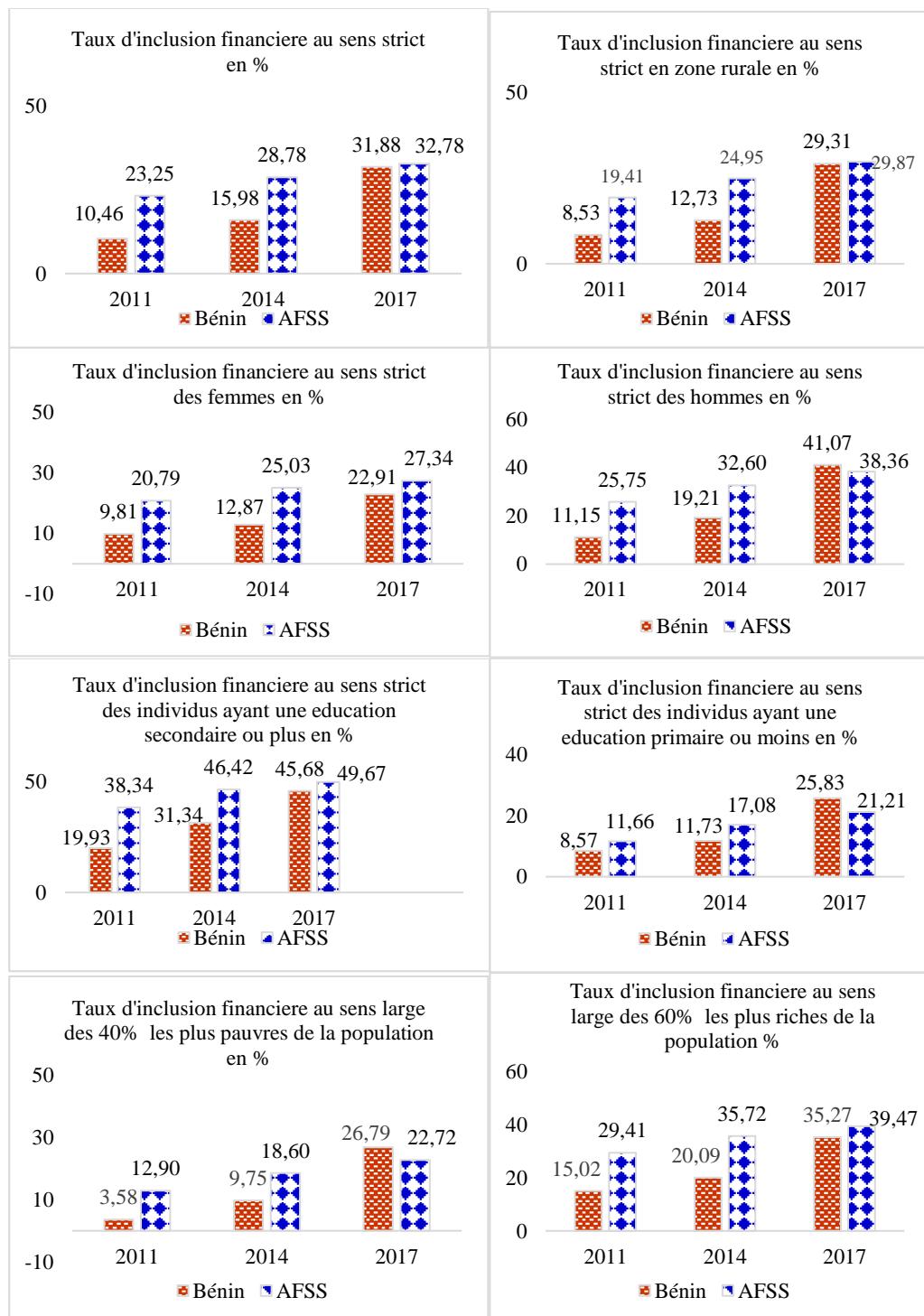
Il ressort de la figure 1 (premier cadran) que le taux d'inclusion financière du Bénin au sens large s'est accru de 28 points entre 2011 et 2017. Cette même tendance a été observée au niveau de l'ensemble des pays africains au sud du Sahara. En effet, le taux d'inclusion financière au sens large de l'Afrique sub-saharienne est passé de 23,25% en 2011 à 42,61% en 2017. Lorsqu'on considère le taux d'inclusion financière au sens strict (figure 2, premier cadran), on constate également une augmentation, qui est de l'ordre de 20 points au Bénin, entre 2011 et 2017. Cette évolution peut s'expliquer par les efforts réalisés par les gouvernements des pays en développement pour la mise en œuvre des lignes directives proposées par la Banque Mondiale et le G20 pour encourager de nouvelles initiatives en faveur de l'inclusion financière.

La comparaison des taux d'inclusion financière au sens large et d'inclusion financière au sens strict (figure 1, premier cadran et figure 2, premier cadran) montre un écart d'environ 8 points entre les deux taux. Ainsi, la différence observée au niveau des deux indicateurs d'inclusion financière est due au développement des comptes de monnaie électronique. Au Bénin, cee sont deux opérateurs téléphoniques (MTN et MOOV) qui offrent les services de compte de monnaie électronique. Après les premières tentatives de l'opérateur Moov, c'est l'opérateur MTN qui a réellement lancé les activités de comptes de monnaie électronique en 2010. On remarque que les activités de compte de monnaie électronique se sont véritablement développées au cours des cinq (05) dernières années par la mise sur le marché de plusieurs produits visant à inciter la population à utiliser ces comptes. Ces différents produits (paiement des courses de Zémidjan², paiement des crédits d'appels et des réabonnements des chaînes de Canal+ et en 2020, paiement des crédits de consommation de l'énergie électrique) ont favorisé le développement rapide des comptes de monnaie électronique.

² Le zémidjan, qui signifie en langue locale fon « emmène-moi vite » est une moto-taxi qui est apparue au Bénin dans les années 90.

Figure 1 : Inclusion financière au sens large au Bénin et en Afrique au Sud du Sahara

Source : Auteurs, à partir des données de la Global Findex

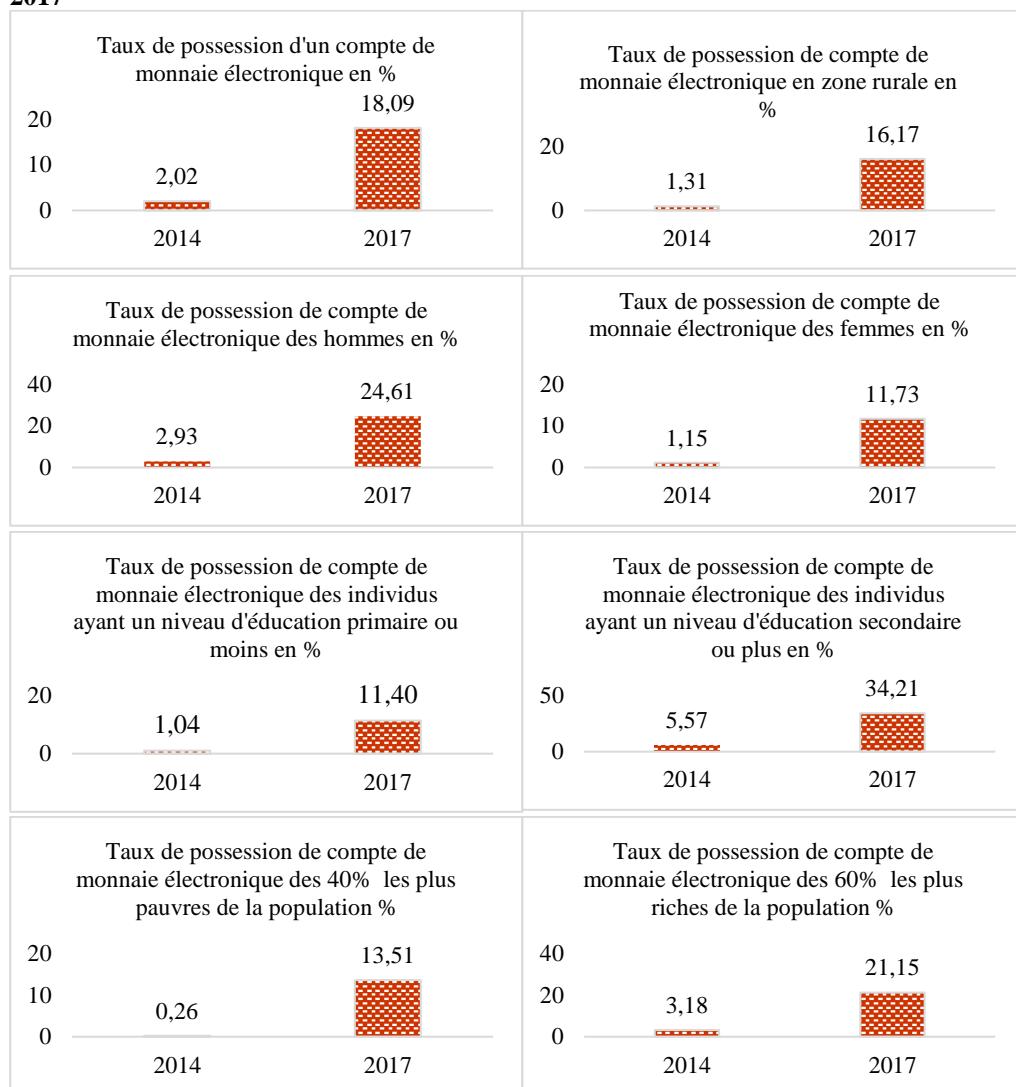
Figure 2 : Inclusion financière au sens strict au Bénin et en Afrique au Sud du Sahara

Source : Auteurs, à partir des données de la Global Findex

Entre 2014 et 2017, le taux de possession des comptes de monnaie électronique a augmenté de 16,07 points (Figure 3, premier cadran). Cette augmentation du taux de possession des comptes de monnaie électronique a contribué à hauteur de 6,63 points au relèvement du taux d'inclusion financière au sens large. On en déduit aisément que l'émergence des comptes de monnaie électronique a participé de manière significative à l'inclusion financière de la population béninoise. Ainsi, comme l'a suggéré Senou *et al.* (2019), il est important que les décideurs politiques conçoivent une législation flexible aux fournisseurs de services financiers mobiles afin d'accélérer l'inclusion financière au Bénin.

Pour déterminer les facteurs favorables à l'émergence des comptes de monnaie électronique, nous avons examiné l'inclusion financière en fonction d'un certain nombre de variables. Les figures 1 et 2 montrent que l'exclusion financière est plus prononcée dans les milieux ruraux. Ce qui s'explique par la difficulté de réalisation des économies d'échelle dans ces milieux qui n'incite pas les structures financières à accroître l'offre de services financiers. Aussi, les hommes sont en moyenne plus inclus financièrement que les femmes. Cette tendance va continuer dans le temps car la vitesse à laquelle progresse le taux d'inclusion financière des hommes est plus élevée que celle des femmes. Ces résultats sont conformes aux travaux de Carbo, Gardener et Molyneux (2005). L'éducation et le niveau de revenus semblent jouer un rôle important dans l'inclusion financière au sens large. Les individus disposant d'un niveau d'éducation supérieur ou égal au niveau secondaire sont en moyenne près de deux fois plus inclus financièrement que les individus ne disposant pas d'un niveau d'éducation primaire ou moindre (Figure 1). Aussi, les individus les plus pauvres sont moins intégrés au système financier globalement.

L'évolution rapide de la possession d'un compte de monnaie électronique (2% en 2014 contre 18% en 2017) peut être due à la proximité, au faible coût, à la fiabilité, à la simplicité, à l'autonomie et à la rapidité, qui constituent les avantages liés aux services de compte de monnaie électronique. L'accès à ces comptes de monnaie électronique tout comme l'accès à la finance globalement semble être lié au sexe. La différence observée entre les hommes et les femmes (respectivement 24,6% et 11,7% en 2017) peut être due aux différences d'éducation et de revenus entre hommes et femmes. En effet, le taux de possession d'un compte mobile par des individus ayant un niveau d'éducation supérieur au niveau secondaire est trois fois plus élevé que ceux ayant un niveau primaire ou moins (Figure 3). Les services financiers mobiles requièrent la maîtrise du français (lecture et écriture) pour exécuter la plupart des opérations par soi-même. Les individus ne pouvant pas lire et écrire sont obligés de solliciter l'aide d'une tierce personne avant d'utiliser les services financiers offerts par les opérateurs de téléphonie mobile.

Figure 3 : Possession de compte financier mobile (mobile money) au Bénin entre 2014 et 2017

Source : Auteurs, à partir des données de la Global Findex

3.2. Effet de l'émergence des services de compte de monnaie électronique sur l'inclusion financière et les activités économiques des artisans

Pour mieux analyser l'effet de l'émergence des services de compte de monnaie électronique sur l'inclusion financière et les activités économiques des artisans, nous commençons par présenter les caractéristiques socio-économiques des artisans. Ainsi, la répartition des artisans interrogés selon leurs caractéristiques socio-économiques est résumée dans le Tableau 2.

Tableau 2 : Répartition des artisans en fonction de leurs caractéristiques socio-économiques

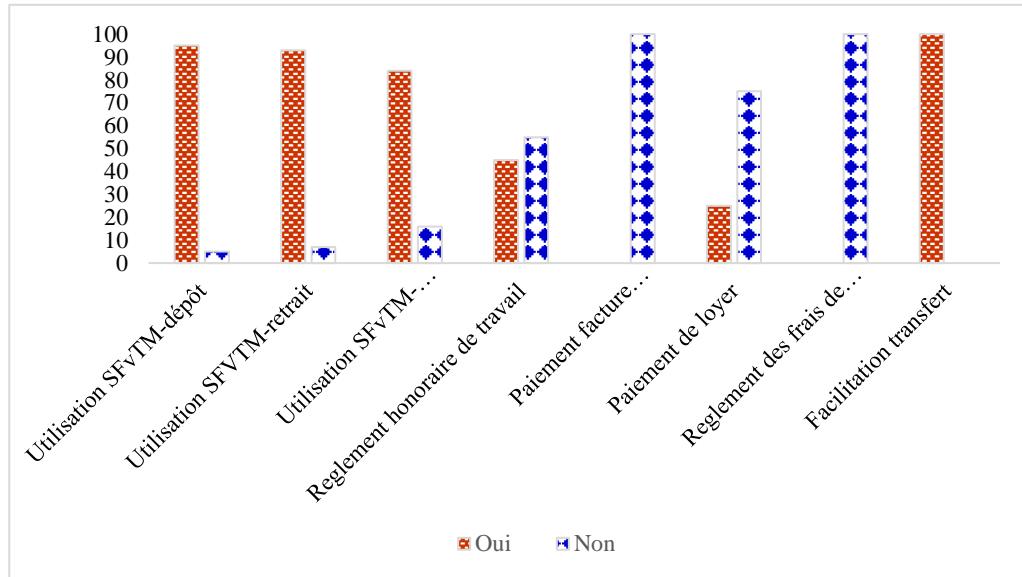
Variables	Tous les artisans	Abomey-Calavi	Comè	Ouidah	Porto-Novo
Sexe (pourcentage d'homme)	79,23	73	70	76	94,05
Age					
Moins de 20 ans	16,2	1	0	0	53,57
20-30 ans	43,31	65	58	54	2,38
31-40 ans	31,34	30	40	30	28,57
41-50 ans	8,1	4	2	12	14,29
Plus de 50 ans	1,06	0	0	4	1,19
Age moyen (années)	29,84	31,15	30,36	33,38	25,87
Niveau d'éducation					
Sans éducation	18,66	22	14	20	16,67
Niveau Primaire	54,23	69	68	30	80,95
Au-delà du niveau primaire	17,11	9	18	50	2,38
Religion					
Chrétien	84,15	75	100	74	91,67
Musulman	4,93	8	0	12	0
Religions endogènes	10,9	17	0	14	8,33
Taille moyenne des ménages	2,8	2,88	3,36	3,62	1,88
Expérience dans les métiers de l'artisanat (années)	3,43	5,87	2,04	1,42	2,56
Situation matrimoniale					
Non marié	29,58	33	0	0	60,71
Marié	70,41	67	100	100	39,29
Taux d'alphabétisation (%)	59,15	61	30	76	64,29
Possession de compte de monnaie électronique (%)	99,3	100	98	100	100

Source : Auteurs, à partir des données d'enquête

Il ressort du Tableau 2 que plusieurs métiers d'artisans sont exercés dans les quatre communes couvertes par l'enquête. Cependant, la couture, la coiffure, la menuiserie et la mécanique sont les plus représentées. L'expérience moyenne des artisans est d'environ 04 ans et près de 85% des artisans interrogés sont chrétiens, un dixième (10,90%) sont adeptes des religions endogènes et le reste (environ 5%) sont des musulmans. La majorité (environ 80%) des répondants sont des hommes et plus de la moitié des artisans sont jeunes (15 à 35 ans). L'âge moyen des artisans est d'environ 30 ans, le plus jeune artisan a 15 ans tandis que le plus âgé a 63 ans. La plupart des artisans (71,34%) est instruite (éducation formelle) et 32,03% des artisans n'ont pas terminé l'école primaire. Environ 59,15% des artisans interrogés sont alphabétisés dans les langues locales comme le fon, le goun et le mina. En ce qui concerne la situation matrimoniale, 70,41% des artisans interviewés sont mariés et la taille moyenne de leur ménage est d'environ 03 personnes. La quasi-totalité (99,30%) des artisans interrogés possède un compte de monnaie électronique et environ 18% disposent d'un compte auprès d'un SFD.

La figure 4 montre que la majorité des artisans (plus de 90%) utilisent les services de compte de monnaie électronique pour effectuer des opérations telles que le dépôt d'argent, les retraits d'argent, le transfert d'argent, ainsi que les règlements des honoraires de travail. Certains artisans utilisent le compte de monnaie électronique pour payer le loyer de leur unité artisanale ainsi que certaines factures (Figure 4). La très grande majorité (plus de 95%) des artisans utilise leur compte de monnaie électronique dans le cadre familial et professionnel. Très peu l'utilisent uniquement dans le cadre professionnel.

Figure 4 : Utilisation des services financiers mobiles par les artisans

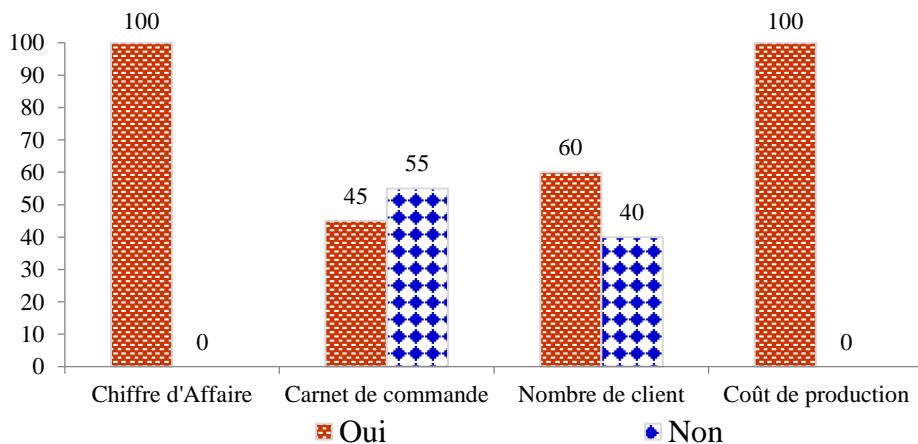


Source : Auteurs, à partir des données d'enquête

La réduction des coûts de production (gain de temps) et l'amélioration des recettes sont les raisons évoquées par les artisans pour justifier l'utilisation des services de compte de monnaie électronique. A Porto-Novo, environ 67% des artisans interrogés trouvent que leur chiffre d'affaire a augmenté depuis l'utilisation des services de compte de monnaie électronique. De même, 69% des enquêtés déclarent que l'utilisation de ces comptes a contribué à la réduction de leur coût de production (transports en vue de régler des opérations). Enfin, plus de 60% des artisans interrogés déclarent que le recours aux comptes de monnaie électronique a favorisé à l'augmentation de leur carnet de commande ainsi que de leur clientèle. A Ouidah et à Comè, les artisans pensent que l'utilisation des services de compte de monnaie électronique a contribué en moyenne à une hausse de 35% de leur chiffre d'affaire et une réduction de 27% de leurs coûts de production. Les artisans d'Abomey-Calavi quant à eux ont déclaré que l'utilisation des services de compte de monnaie électronique a contribué à une hausse moyenne de 4.357,89 F CFA ± 2.387,53 F CFA du chiffre d'affaire et une réduction de 6.490,42 F CFA ± 6.214,10 F CFA des coûts de production. Le recouvrement des frais auprès des clients et le paiement de fournitures occupent un temps non négligeable dans l'emploi du temps des artisans du fait du caractère informel de la majorité des unités artisanales.

Ces opérations de recouvrement de créances et d'achat de fournitures éloignent les artisans de leurs unités, réduisant ainsi le temps de travail et augmentant les coûts de transactions. Les artisans disposent, grâce aux services de compte de monnaie électronique, plus de temps de travail. Concernant le carnet de commande et le nombre de clients, 47,31% et 67,74% des artisans interviewés ont respectivement remarqué les changements positifs induits par l'utilisation des services de compte de monnaie électronique. Les artisans pensent que l'utilisation des services de compte de monnaie électronique contribue en moyenne à une hausse de $25,42 \pm 1,83\%$ des carnets de commande et du nombre de clients.

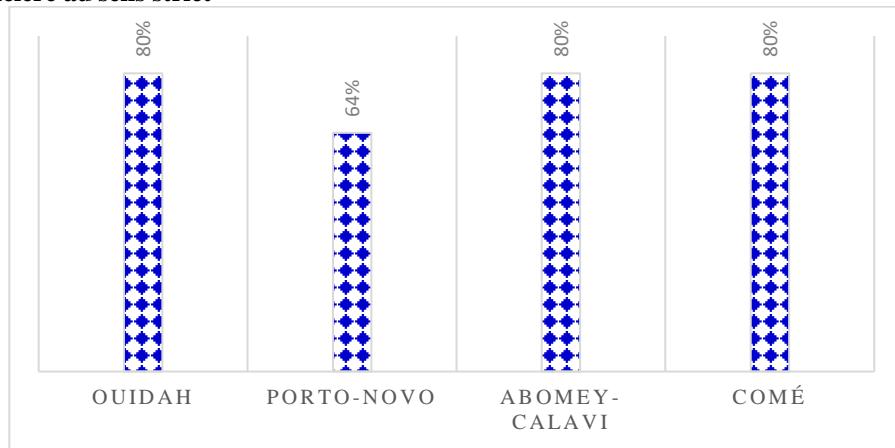
Figure 5 : Effets de l'utilisation des comptes de monnaie électronique sur les indicateurs de performance



Source : Auteurs, à partir des données d'enquête

Pour les artisans interviewés, la proximité constitue le principal facteur de succès des services de compte de monnaie électronique. En effet, plus de 80% des participants à l'enquête, quelle que soit la commune considérée, ont identifié la proximité comme critère fondamental du succès des comptes de monnaie électronique. La rapidité (selon près de 50% des enquêtés) constitue le second facteur déterminant de son utilisation. La possibilité de constituer une épargne à moindre coût constitue un autre facteur du succès selon les mêmes enquêtés, suivi par le coût faible des opérations financières.

Les artisans interviewés de ces quatre communes pensent que les services de compte de monnaie électronique sont venus combler un vide, celui de la détention d'un compte financier. Ainsi, 80% des artisans enquêtés dans les communes d'Abomey-Calavi, de Ouidah et de Comè ont été inclus financièrement en raison de la détention d'un compte de monnaie électronique contre 64% dans la commune de Porto-Novo. Ces derniers souhaitent que les opérateurs de téléphonie mobile élargissent les services de compte de monnaie électronique à d'autres produits plus précisément aux produits de crédits.

Figure 6 : Effet de l'utilisation des comptes de monnaie électronique sur l'inclusion financière au sens strict

Source : Auteurs, à partir des données d'enquête

3.3. Déterminant de l'adoption des services de compte de monnaie par les artisans

Les résultats du modèle logit révèlent que l'âge, le genre, le chiffre d'affaire et l'éducation sont des déterminants significatifs de l'utilisation des services de compte de monnaie électronique (Tableau 3). L'âge a un effet positif, ce qui implique que les artisans plus âgés sont plus susceptibles d'utiliser les services de compte de monnaie électronique. L'expérience permet aux artisans d'utiliser rationnellement toutes les ressources disponibles selon les informations disponibles. Ce résultat est en lien avec l'effet positif et significatif du chiffre d'affaire. Le cout d'opportunité du temps est plus élevé pour les artisans ayant un chiffre d'affaire élevé par rapport à ceux ayant un chiffre d'affaire moindre. L'éducation primaire n'a pas d'effet sur l'utilisation de compte de monnaie électronique, seul le niveau « éducation secondaire et plus » a un effet significatif et positif sur l'utilisation de comptes de monnaie électronique.

Tableau 3 : Résultat d'estimation du modèle de régression logit

Variables	Coefficient	Erreur-type	Probabilité
Genre	0,9840577**	0,5451383	0,041
Age	0,1895776***	0,1050986	0,007
Education			
Primaire	0,6536562	0,6522156	0,116
Post_primaire	0,8524123*	0,617646	0,086
Chiffre d'affaire moyen mensuel	0,0000221***	0,0000122	0,007
Expérience professionnelle	-0,1101856	0,1190942	0,355
Statut marital	0,3328465	0,7752168	0,668
Taille de ménage	0,0315151	0,24299	0,897
Constante	-8,742187	3,033041	0,004

Nombre d'observation = 284; LR chi2 (8) = 76,35 ; Prob>chi2 = 0,0037 ;

Pseudo R² = 0,3847; Log likelihood = -105,743108

*****, ** et * indiquent respectivement, la significativité au seuil de 1%, 5% et 10%.**

4. Conclusion

La rapide progression des comptes de monnaie électronique ajoutée aux ambitions de la Banque Mondiale et du G20 de rendre universel les services financiers pour tous, nous a amenés à réaliser cette étude. Ainsi, elle vise à analyser dans un premier temps, le pouvoir d'inclusion financière des comptes de monnaie électronique, et dans un second temps les déterminants de leur adoption. Pour atteindre ces objectifs, deux bases de données ont été utilisées. Les résultats, obtenus grâce à l'analyse descriptive, montrent que l'éducation, le niveau de revenus et le sexe jouent un rôle clé dans l'accès aux services financiers des populations du Bénin et de l'Afrique au sud du Sahara. L'analyse des données a également révélé que les comptes de monnaie électronique permettent aux artisans de réduire leurs coûts de production et d'améliorer leurs recettes. Ces comptes de monnaie électronique ont aussi permis d'améliorer l'inclusion financière des populations béninoises en général et des artisans en particulier. Les économies de temps réalisées permettent aux artisans de satisfaire plus de commandes et ainsi d'accroître le chiffre d'affaire. De plus, les analyses révèlent que l'utilisation des comptes de monnaie électronique a contribué à hauteur de 6,63 points au relèvement du taux d'inclusion financière au sens large. Le modèle logit estimé révèle que l'âge, le genre, le chiffre d'affaire et l'éducation sont des déterminants significatifs de l'utilisation des services de compte de monnaie électronique. Les comptes de monnaie électronique contribuent donc significativement à l'inclusion financière et pour rendre l'accès universel aux services financiers pour tous, les décideurs politiques doivent utiliser le potentiel que constituent ces comptes de monnaie électronique en concevant une législation flexible aux fournisseurs de services financiers mobiles.

5. Références bibliographiques

- Banque Mondiale. (2020). Banque Mondiale Blogs: Nouvelle classification des pays en fonction de leur revenu : 2020-2021. La Banque Mondiale. Consulté le 19 Décembre 2020.
- BCEAO. (2016). *Etat des services financiers par téléphonie mobile dans l'UEMOA en 2016*, Dakar: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pp.16.
- BCEAO. (2018). *Rapport annuel sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au cours de l'année 2017*, Dakar: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pp.29.
- Benhamdane, J., Said, H. et Stijns, J.-P. (2018), Le secteur bancaire dans la CEMAC : un potentiel immense sur fond d'énormes défis. In BEI (2018). *Le secteur bancaire en Afrique : De l'inclusion financière à la stabilité financière*, Chapitre 3 (pp. 79 - 103). Luxembourg : Banque Européenne d'Investissement (BEI).
- Cali, C., Davradakis, E., Fenton, N. et El Kourchi, A. (2018), Les tendances du secteur bancaire en Afrique de l'Ouest. In BEI (2018). *Le secteur bancaire en Afrique : De l'inclusion financière à la stabilité financière*, Chapitre 2 (pp. 51 - 78). Luxembourg : Banque Européenne d'Investissement (BEI).
- Carbo, S., Gardener, E. P. et Molyneux, P. (2005), Financial exclusion in Europe(2005). *Financial Exclusion*, (pp. 98-111). London : Springer.
- Demirguc-Kunt, A., Klapper, L., Singer, D., Ansar, S. et Hess, J. (2018), The Global Findex Database 2017: Measuring financial inclusion and the fintech revolution, Washington, DC : World Bank.
- Diniz, E., Birochi, R. et Pozzebon, M. (2012), Triggers and barriers to financial inclusion: The use of ICT-based branchless banking in an Amazon county, *Electronic Commerce Research and Applications*, 11(5), 484-494.
- Eilu, E. et Auma, T. O. (2017), Mobile Money Services as a Panacea to Financial Inclusion in Sub-Saharan Africa: The Case of Uganda , *International Journal of Technology Diffusion (IJTD)*, 8(4), 77-88.
- FMI. (2016). *Bénin : Questions générales*, Washington, D.C: Fonds monétaire international (FMI), pp.28.

- Guérineau, S. et Jacolin, L. (2014), L'inclusion financière en Afrique subsaharienne: faits stylisés et déterminants, *Revue d'économie financière*, 4, 57-80.
- GSMA. (2018). L'économie mobile, l'Afrique de l'Ouest 2018. Retrieved from www.gsma.com
- INSAE. (2013). *Evaluation de la pauvreté au Bénin : rapport provisoire*, Cotonou, Bénin: Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE), pp.218.
- Klapper, L. et Singer, D. (2014). *The opportunities of digitizing payments*, Washington, DC: The World Bank.
- Klein, M. et Mayer, C. (2011). *Mobile banking and financial inclusion: The regulatory lessons*. Frankfurt School - Working Paper Series N°166. Frankfurt School of Finance & Management, Frankfurt.
- McKay, C. et Pickens, M. (2010). *Branchless banking 2010: Who's served? At what price? What's next?*, Washington, DC: Consultative Group to Assist the Poor, Focus Note N° 66.
- McKinnon, R. I. (1973), Money and capital in economic development, Washington : Brookings Institution Press.
- Mekouar, Y. et Robert, J. (2019), L'inclusion financière au Moyen-Orient et au Maghreb : défis et opportunités, *Revue d'économie financière*, 136(4), 315-342. doi: 10.3917/eco.136.0315
- Morawczynski, O. (2009), Exploring the usage and impact of “transformational” mobile financial services: the case of M-PESA in Kenya, *Journal of Eastern African Studies*, 3(3), 509-525.
- Paelo, A. (2016), The Role of Mobile Financial Services in Achieving Financial Inclusion in Africa , *The CCRED Quarterly Review*, 15.
- PNUD. (2019). *Rapport sur le développement humain 2019. Au-delà des revenus, des moyennes et du temps présent : les inégalités de développement humain au XXI^e siècle*, New York, NY 10017 États-Unis: Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), pp. 410.

- Schumpeter, J. A. (1982), *The theory of economic development: An inquiry into profits, capital, credit, interest, and the business cycle* (1912/1934), Cambridge : Transaction Publishers, 244.
- Senou, M. M., Ouattara, W. et Aclassato Houensou, D. (2019), « Financial inclusion dynamics in WAEMU: Was digital technology the missing piece? », *Cogent Economics & Finance*, 7(1), 1665432.
- Senou, M. M., Ouattara, W., et Aclassato Houensou, D. (2019). Is there a bottleneck for mobile money adoption in WAEMU? *Transnational Corporations Review*, 11(2), 143–156.
doi:10.1080/19186444.2019.1641393
- Shaw, E. S. (1973), *Financial deepening in economic development*, New York : Oxford University Press.
- Stijns, J.-P. et Pelletier, A. (2018), Les secteurs bancaires en Afrique subsaharienne: résultats d'une enquête auprès des groupes bancaires. In *BEI (2018). Le secteur bancaire en Afrique : De l'inclusion financière à la stabilité financière*, Chapitre 1 (pp. 13 - 50). Luxembourg : Banque Européenne d'Investissement (BEI).
- World Bank. (2015). Press release : World bank group and a coalition of partners make commitments to accelerate universal financial access. The World Bank. Consulté le 10 Décembre 2020.

6. Remerciements

Nous tenons sincèrement à remercier les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail. Ainsi, nos remerciements vont à M. Frejuis AKPA, M. Arsène OUINSOU, Mme Cécile EDAH, M. Edmond DOSSOU, M. Joël DURANT, M. Wilfried AHOUALAKAN, M. Andil BOURAIMA, M. Ibrahim DAGBOZOUNKOUN, Mme Viviane DJAHOUNKAKI et M. Boris ATHIOU.